



# Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale  
10 février 2020  
Français  
Original : anglais

Assemblée générale  
Soixante-quatorzième session  
Point 62 de l'ordre du jour  
Consolidation et pérennisation de la paix

Conseil de sécurité  
Soixante-quinzième année

## **Lettre datée du 5 février 2020, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Allemagne, du Canada, de la Namibie et de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Namibie, de concert avec l'Allemagne, le Canada et l'Uruguay, a l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé de la manifestation parallèle du Réseau de personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité, qui s'est tenue à New York le 25 septembre 2019 en marge du débat de haut niveau de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, résumé établi par le président de ladite manifestation (voir annexe).

La réunion ministérielle a été organisée par la Namibie, en sa qualité de présidente du Réseau pour 2019, en collaboration avec les membres de la troïka du Réseau, à savoir l'Allemagne (présidente en 2018), le Canada (coprésident en 2020) et l'Uruguay (coprésident en 2020), et avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), qui en a assuré le secrétariat.

Plus de 130 participants ont débattu autour du thème « Les femmes et la paix et la sécurité : vers une pleine participation » et du sous-thème « L'intégration du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les programmes des communautés économiques régionales » afin de rendre compte des résultats de la troisième réunion annuelle du Réseau au niveau des capitales, tenue les 10 et 11 avril 2019 à Windhoek, et d'en assurer le suivi.



Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 62 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de l'Allemagne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Christoph **Heusgen**

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent du Canada  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Marc-André **Blanchard**

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de la Namibie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Neville Melvin **Gertze**

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de l'Uruguay  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Carlos **Amorín**

**Annexe à la lettre datée du 5 février 2020 adressée  
au Secrétaire général par les Représentants permanents  
de l'Allemagne, du Canada, de la Namibie et de l'Uruguay  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Réseau de personnes référentes pour les femmes et la paix  
et la sécurité  
Manifestation parallèle organisée en marge du débat de haut  
niveau de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale**

**Les femmes et la paix et la sécurité : vers une pleine participation**

**L'intégration du programme pour les femmes et la paix et la sécurité  
dans les programmes des communautés économiques régionales**

**Résumé du Président**

Le 25 septembre 2019, pendant le débat de haut niveau de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, le Réseau de personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité a tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies une manifestation parallèle au niveau ministériel, qui a réuni plus de 130 participants, dont des ministres, des ambassadeurs, des dirigeants d'organisations et d'organismes régionaux et internationaux, des personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité et des représentants de la société civile. Les participants ont été invités à délibérer sur le thème « Les femmes et la paix et la sécurité : vers une pleine participation » et le sous-thème « L'intégration du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les programmes des communautés économiques régionales ». La réunion a été organisée par la Namibie, en sa qualité de présidente du Réseau pour 2019, en collaboration avec les membres de la troïka du Réseau, à savoir l'Allemagne (présidente en 2018), le Canada (coprésident en 2020) et l'Uruguay (coprésident en 2020), et avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), qui en a assuré le secrétariat. Elle visait à rendre compte des résultats de la troisième réunion annuelle du Réseau au niveau des capitales, tenue les 10 et 11 avril 2019 à Windhoek, et à accélérer l'action menée pour garantir la pleine participation des femmes à la paix et à la sécurité tout en soulignant le rôle des communautés économiques régionales.

Dans ses remarques liminaires, la Vice-Première Ministre namibienne et Ministre des relations internationales et de la coopération, Netumbo Nandi-Ndaitwah, a noté que c'était la première fois que la réunion annuelle du Réseau au niveau des capitales se tenait en Afrique. Elle a rappelé les principaux résultats des débats tenus à Windhoek, qui ont abouti à l'établissement d'un communiqué conjoint ([A/73/912-S/2019/513](#), annexe), dans lequel les personnes référentes ont souligné que l'accès à l'information, aux réseaux de jeunes et à la technologie, notamment aux médias sociaux, pouvait largement contribuer à la participation active des femmes et des jeunes à la paix et à la sécurité. Elle a dit aussi qu'il fallait améliorer l'échange d'informations entre les organisations régionales et intégrer dans les cadres régionaux des systèmes d'alerte rapide pour la prévention des conflits afin de renforcer l'efficacité de la préparation et des interventions. Elle a rappelé que certaines discussions avaient porté sur la sous-représentation relative des femmes dans les instances chargées de la maîtrise des armements et du désarmement et sur la nécessité d'intégrer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les activités de désarmement. Elle a rappelé également les préoccupations exprimées à Windhoek

concernant les conséquences pour les femmes des armes légères et de petit calibre illicites et la reconnaissance par les personnes référentes du Réseau des engagements pris par les États Membres au titre du Traité sur le commerce des armes.

Dans ses observations liminaires, le Vice-Ministre uruguayen des affaires étrangères, Ariel Bergamino, a dit que sur le plan politique le Réseau permettait d'accroître la visibilité du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et de contribuer à sa mise en œuvre effective aux niveaux national, régional et international. Notant l'importance de l'année 2020, qui marquera le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, l'Ambassadrice du Canada pour les femmes et la paix et la sécurité, Jacqueline O'Neill, et la Commissaire pour la politique des droits de l'homme et de des affaires humanitaires de l'Allemagne, Bärbel Kofler, ont, dans leurs observations liminaires, exhorté les participants à saisir l'occasion offerte par cet anniversaire pour accélérer la mise en œuvre des mesures du programme pour les femmes et la paix et la sécurité qui auront le plus d'effet.

Des interventions ont également été faites par la Vice-Ministre autrichienne du développement, la Ministre irlandaise de l'enfance et de la jeunesse, la Ministre sud-soudanaise du genre, de l'enfance et de l'aide sociale, le Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, la Directrice exécutive d'ONU-Femmes, l'Envoyée spéciale du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité et la conseillère principale de l'Union européenne pour les questions de genre et la mise en application de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité, ainsi que par de hauts responsables de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la République démocratique du Congo, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovénie, de la Suisse et de la Thaïlande, et des représentants du Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies, du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation (FemWise-Africa) et du Global Network of Women Peacebuilders.

### **Principales recommandations**

Plusieurs intervenants ont souligné une triste réalité : seulement 2 % des médiateurs et 4,2 % des soldats de la paix sont des femmes. Il a été recommandé aux ministres des affaires étrangères de faire en sorte que les femmes occupent de plus en plus de fonctions dans les négociations de paix. Tous les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police ont été exhortés à appliquer la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles et à donner suite rapidement et de manière crédible aux allégations faisant état d'infractions de cette nature.

La Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, a renouvelé l'appel à l'action lancé à la réunion de Windhoek en vue de définir les questions cruciales liées aux femmes et à la paix et à la sécurité à traiter en urgence, à savoir la protection des défenseuses des droits de la personne, l'obtention d'un financement durable pour les femmes et la paix et la sécurité, la participation des femmes à la prise de décision après un conflit, l'augmentation du nombre de soldats de la paix et l'investissement dans l'analyse des conflits et des questions de genre. Elle a exhorté le Réseau à lutter contre le recul des droits des femmes et a mis les États membres au défi de nommer des médiatrices et de soutenir uniquement les procédures de médiation faisant intervenir des femmes.

Les intervenants ont dit que des plans d'action nationaux et des procédures de localisation axés sur les effets étaient nécessaires et ont souligné qu'il fallait d'urgence protéger les défenseuses des droits de la personne et renforcer l'application

du principe de responsabilité pour les violences sexuelles commises en période de conflit. L'accent a été mis sur la nécessité d'augmenter considérablement l'appui financier en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et de mécanismes de financement novateurs, tels que le Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire (Women's Peace and Humanitarian Fund). Les intervenants ont dit aussi qu'il fallait que les États membres et les organisations internationales assurent une collecte efficace des données et procèdent à une analyse des conflits et des questions de genre en faveur d'une action plus ciblée sur les femmes et la paix et la sécurité. Ils ont souligné également le rôle important joué par les jeunes, en particulier les jeunes femmes, dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la pérennisation de la paix, et ont insisté sur la nécessité de renforcer le lien entre les femmes et la paix et la sécurité et les jeunes et la paix et la sécurité.

Il a été recommandé d'adopter une démarche multipartite en ce qui concerne l'application du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et d'améliorer la coordination et la coopération entre les organisations régionales, les gouvernements nationaux, les acteurs du développement, la société civile et le secteur privé, notamment dans le cadre d'échanges réguliers entre les organismes des Nations Unies, les organisations régionales, les personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité et les centres de liaison sur les armes légères et de petit calibre.

Davantage d'États Membres ont été encouragés à rejoindre le Réseau de personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité, en particulier ceux d'Asie et d'Afrique.

### **État de la situation concernant les plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité**

Les membres du Réseau ont fait le point sur l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de leurs plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité et dit que l'expérience des autres membres du Réseau leur était très utile. Aux États-Unis, la stratégie sur les femmes et la paix et la sécurité (élaborée en application de la loi sur les femmes et la paix et la sécurité de 2017) a été soumise au Congrès en juin 2019. La Namibie a adopté son premier plan d'action national en 2019 et l'Afrique du Sud a validé le sien en août 2019. L'Uruguay établit actuellement son premier plan d'action national. Le deuxième plan d'action national du Canada a quant à lui été élargi pour tenir compte de la situation des femmes autochtones dans le pays. Le Soudan du Sud et la République démocratique du Congo mettent respectivement en œuvre leur premier et deuxième plan d'action national et ont encouragé les partenaires à apporter une assistance supplémentaire. L'Irlande a quant à elle adopté son troisième plan d'action national en 2019 après de longues consultations, et la Slovaquie a publié son premier rapport annuel sur l'application de son deuxième plan d'action national.

Les représentants des organisations régionales ont également mis en évidence des initiatives visant à accroître l'efficacité des plans d'action nationaux. L'Union européenne a adopté une nouvelle stratégie sur les femmes et la paix et la sécurité, et un plan d'action régional est en cours d'application. L'Union africaine se servira du Cadre continental de résultats de l'Union africaine pour présenter son premier rapport sur les femmes et la paix et la sécurité en 2019. L'Organisation pour la paix et la coopération en Europe continue d'aider ses 57 États participants à élaborer des plans d'action nationaux ; 36 en ont établis. L'Union pour la Méditerranée, quant à elle, est déterminée à faire en sorte que ses États membres élaborent des plans d'action nationaux et à mettre en place un dispositif d'évaluation de la mise en œuvre de ces plans.

### **Annonces et engagements**

- L'Afrique du Sud a présenté au Conseil de sécurité un projet de résolution axé sur la mise en œuvre de l'ensemble du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, afin d'offrir des moyens d'honorer les engagements pris et de relever les défis persistants et émergents.
- L'objectif de l'Union africaine est de faire en sorte que plus des deux tiers de ses États membres adoptent des plans d'action nationaux d'ici à 2020 et que davantage de pays africains rejoignent le Réseau.
- La Namibie va créer à Windhoek, en 2020, un centre international des femmes pour la paix, qui fera office d'institut d'excellence pour la mise en place de mécanismes de médiation, de consolidation de la paix inclusive et de prévention des conflits en Afrique et dans le monde, et permettra en particulier d'évaluer l'influence des femmes sur les processus de paix.
- L'Allemagne fera le point sur l'exécution des engagements pris par plus de 75 États Membres, entités des Nations Unies et organisations de la société civile internationale lors de la manifestation consacrée aux annonces d'engagements en faveur des femmes et de la paix et la sécurité qu'elle a organisée avec le Royaume-Uni et ONU-Femmes en avril 2019.
- L'Uruguay et le Canada organiseront un atelier régional sur les femmes et la paix et la sécurité en décembre 2019, en prévision de leur coprésidence du Réseau en 2020. L'atelier visera notamment à envisager des partenariats et à échanger des données d'expérience et des enseignements en vue d'améliorer et de renforcer la participation constructive des femmes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
- Le Royaume-Uni tiendra une conférence internationale sur la prévention de la violence sexuelle en temps de conflit à Londres en novembre 2019.

### **Lancement de l'Engagement 2025**

À la réunion, l'Espagne, un membre fondateur du Réseau représenté par son Secrétaire d'État aux affaires étrangères, Fernando Martín Valenzuela Marzo, a lancé Engagement 2025, initiative conjointe de l'Espagne et de la Finlande qui vise à faire en sorte que l'inclusion des femmes et leur participation véritable aux processus de paix deviennent la norme d'ici à 2025. L'initiative consiste en une liste d'engagements politiques et opérationnels que les États doivent prendre pour jouer un rôle moteur et s'efforcer de manière proactive de promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Des tâches précises sont aussi confiées à l'ONU, qui doit veiller à ce que les structures de paix et de médiation tiennent compte des questions de genre et répondent aux réalités sur le terrain. Au moment de la réunion, l'Espagne, la Finlande, l'Allemagne, la Belgique, la Namibie, la Norvège, le Royaume-Uni et l'Uruguay s'étaient engagés en faveur de l'initiative.

### **Annnonce des coprésidents du Réseau de personnes référentes pour les femmes et la paix et la sécurité pour 2021**

L'Afrique du Sud et la Suisse, représentées par la coordonnatrice politique adjointe de l'équipe Conseil de sécurité de la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies, Kgaugelo Mogashoa, et le chef de la Division des organisations internationales du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, Frank Gruetter, ont annoncé qu'elles assureraient la coprésidence du Réseau en 2021. Parmi leurs priorités, elles prévoient d'ancrer stratégiquement le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les

mécanismes et structures existants et de tirer parti des forces et intérêts communs dans le domaine de la paix et de la sécurité, ainsi que de leur engagement dans différents réseaux et organisations régionaux, pour faire avancer la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

---